

## Réunion avec les fédérations syndicales de l'Education nationale, jeudi 10 avril 2025

**Jeudi 10 avril, la FNEC FP-FO a participé à une intersyndicale proposée par la FSU et réunissant la CGT Educ'action, la CFDT Education, le SE-UNSA, le SNALC et SUD Education.**

Après un point sur la situation générale présenté par la FSU, passant en revue divers aspects comme l'austérité, le conclave sur les retraites, les mesures gouvernementales dans la Fonction publique (*la rémunération, la carrière, l'indemnisation des arrêts maladie...*), la préparation de la rentrée 2025, le budget 2026, la place de l'extrême droite, etc., la discussion s'est concentrée sur **les conditions de la rentrée 2025, les réformes en cours à l'Education nationale (« Choc des savoirs », Acte II de l'Ecole inclusive, les nouveaux programmes des cycles 1, 2 et 3...)**, et la question des mobilisations et du rapport de force.

**À propos de la situation générale, la FNEC FP-FO a indiqué que « la question du budget de guerre, du budget d'austérité qui s'applique notamment à notre ministère. »** occupait une place centrale. **La FNEC FP-FO a souligné le fait que dans la situation générale où nous nous trouvons, le 1<sup>er</sup> mai allait revêtir une importance particulière, et qu'il s'agirait d'un 1<sup>er</sup> mai de combat.**

**Concernant les retraites, FSU et SUD** ont rappelé qu'ils n'avaient pas été « invités » au conclave, tout en précisant, pour la **FSU**, qu'elle participait à la délégation permanente. La **FNEC FP-FO** s'est félicitée que la Confédération FO ait quitté le conclave.

**Concernant les mesures dans la Fonction publique, la FSU** a estimé qu'après le groupe de travail ministériel du 9 avril, « le sujet de la rémunération et de la carrière est loin d'être clos ». **SUD** a signalé qu'« il y a un sujet sur la santé des agents à travailler en intersyndicale » tandis que le **SNALC** a préféré ne pas se positionner « sur les questions Fonction Publiques pures », même s'il « partage beaucoup (des) analyses (des autres syndicats) sur les carrières, les retraites... ». La **CFDT** a renvoyé le sujet, et plus particulièrement la question des arrêts maladie, à « l'intersyndicale Fonction publique ». La **FNEC FP-FO**, pour sa part, a pointé le fait que l'indemnisation à 90 % des arrêts maladie allaient rapporter au gouvernement beaucoup plus que les deux jours de carence supplémentaires abandonnés, puis que sur le gel du point d'indice, sur la revalorisation de la grille, « les mesures ministérielles ne répondent pas à nos revendications ».

**Sur l'acte II de l'école inclusive, la FNEC FP-FO** a constaté que les enquêtes menées par le **SNUIPP** et **l'UNSA** attestaient que les personnels n'en peuvent plus de l'inclusion. Dès lors la **FNEC FP-FO** est prête à l'action commune car nous partageons ces constats. FO a néanmoins regretté que les revendications d'abandon des PIAL et des PAS ne figurent plus dans les plateformes communes. Le **SNUIPP** a précisé qu'il fallait « regarder de près l'enquête et ne pas la survoler », puis que « cette enquête ne montre pas un rejet de l'inclusion. (...) Ce qui est demandé ce n'est pas de créer de nouveaux ESMS, ni de sortir les élèves du milieu ordinaire, mais de changer le cadre général de l'école inclusive... ».

**Sur le « choc des savoirs », toutes les organisations se sont accordées sur un bilan négatif.**

... / ...

**Sur les mobilisations et la construction du rapport de force, la FSU, la CGT, SUD, l'UNSA et le SNALC ont annoncé leur intention de s'inscrire dans le cadre qui serait fixé par l'intersyndicale Fonction publique (NDR. : la FSU propose une nouvelle journée d'action le 13 mai).**

**La FNEC FP-FO, pour sa part a rappelé qu'elle n'était pas favorable aux journées d'action isolées.** Elle a rappelé que face aux mesures d'austérité gouvernementales se matérialisant pour une large part par les suppressions de postes et les fermetures de classes pour la rentrée 2025, elle s'efforçait d'appuyer tous les personnels et les parents qui résistent, et que dans ce cadre elle avait soutenu et accompagné les rassemblements au ministère les 15 mars et 2 avril à l'appel des comités des écoles et établissements mobilisés. Sur cette base, elle a réaffirmé son accord pour s'engager dans l'action commune afin d'aider à relier et généraliser les mobilisations pour la satisfaction des revendications.

**Les autres OS ont refusé de s'associer à toute mobilisation sur les postes :**

**SNUIPP-FSU, après avoir dénombré 5 000 fermetures de classes :** *« On a eu des échos des mobilisations dans les départements qui ont conduit dans certains endroits à des annulations de fermetures. Ces mobilisations sont quand même très localisées. On aura très certainement dans certains départements des mobilisations localisées en juin à l'occasion des ajustements. »*

**FNEC FP-FO : Ces annulations de fermetures se font dans un budget contraint, donc conduisent à d'autres suppressions. Ce qui pose la question d'aller au ministère pour refuser le budget.**

**CFDT :** *« Sur toutes ces questions on n'a pas à ce stade de mandat pour une mobilisation nationale qui globaliserait les sujets mais on est dispos pour des modalités d'action qui nous rassemblent de façon thématique. Il faut peut-être envisager d'autres modes d'action qu'une grève nationale. »*

**CGT Educ'action :** *« Le budget 2026 se travaille aujourd'hui, et il va certainement falloir mobiliser rapidement dès la rentrée de septembre. »*

**SUD Education :** *« On est un peu dubitatifs sur une mobilisation, une date « à froid » avant le mois de mai. Il faut voir comment on peut construire ça. On pense que c'est possible de faire un lien entre le budget d'austérité de 2026 qui se prépare et le reste. »*

En conclusion, la FSU a proposé une adresse commune à la ministre sur la question du budget 2026, avec peut-être une demande de rencontre intersyndicale, puis pour la première semaine de mai, une tribune commune dans la presse nationale *« avec toutes les OS qui porteraient un message assez fort sur l'Education »*, et enfin un éventuel tract commun sur le « choc des savoirs ».

**La FNEC FP-FO a indiqué que si un courrier devait être écrit à la ministre, il faudrait qu'il s'oppose clairement au budget 2025 et revendique toutes les créations nécessaires. Elle a proposé qu'au minimum les organisations syndicales déclarent leur soutien à toutes les mobilisations en cours pour défendre les classes, les heures de cours, les postes...**